

* «L'antifascisme militant. Un siècle de résistance» (*Militant antifascism. A hundred years of resistance*) de M. Testa

«FASCISME : Mouvement politique autoritaire, nationaliste et anticomuniste, né en Italie de la crise qui a suivi la première guerre mondiale et mis en place par Benito Mussolini de 1922 à 1945. Par extension, **tout mouvement politique s'appuyant sur un pouvoir fort, l'exaltation du sentiment nationaliste, le rejet des institutions démocratiques, la répression de l'opposition et des étrangers et une société civile sous contrôle.** Le fascisme a influencé d'autres mouvements totalitaires en Europe : le nazisme allemand, la Phalange dans l'Espagne franquiste, la Garde de fer de Codreanu en Roumanie, le mouvement oustachi de Pavelitch en Croatie¹...»

* Une définition du fascisme dont le flou perpétue une longue tradition anarchiste...

M. Testa se présente comme un «*blogueur antifasciste qui a écrit pour la revue anarchiste Freedom et appartient à l'Anti-Fascist Network*²». Son livre a été publié en 2014 chez AK Press, une maison d'édition anarchiste anglaise.

Selon M. Testa, le fascisme se caractérise par «*le racisme, la misogynie, l'antisémitisme, le gangstérisme, l'homophobie, le militarisme et une politique essentiellement anti-ouvrière*» qui amène ses partisans à collaborer «*de façon opportuniste avec des liberals*», des démocrates bourgeois. Le fascisme repose sur le «*Führerprinzip*» (le culte du Chef), «*l'exclusion des minorités (juifs, musulmans, Roms)*», «*la pureté de la race*» et sa «*supériorité génétique*», la «*défense de la famille et de l'hétéronormalité*», «*l'anti-intellectualisme*», «*une politique dure en matière de criminalité et de châtimement mais seulement pour certains criminels*».

Cette définition pourrait s'appliquer (avec évidemment des nuances) à la plupart des dictatures des années 30 et à de nombreuses «*démocraties autoritaires*» actuelles (Birmanie ou Thaïlande, par exemple) ainsi qu'à de nombreux mouvements politiques, y compris les Talibans, Daesh, al-Qaida, le GIA, le Hamas et le Hezbollah, mais aussi aux partis nationaux-populistes : Front national, Vlaams Belang, Ligue du Nord, PVV de Geert Wilders, etc.

Cette définition est trop générale et s'applique beaucoup plus à l'extrême droite qu'au fascisme proprement dit.

Mais ce n'est guère étonnant puisqu'on trouve chez de nombreux anarchistes, y compris dans les années 30, des définitions encore plus vagues : «*Le fascisme, ou plus exactement son essence, n'est pas nouveau dans l'histoire des peuples. C'est la manifestation maximale, la plus raffinée, la plus cruelle et la plus brutale du système autoritaire; oppressif et dominateur de la base au sommet. Tous les moyens coercitifs ont été employés pour donner à l'État le pouvoir de domination nécessaire; pour centraliser complètement la force brute dans le mécanisme gouvernemental. Tous les moyens de "persuasion" ont été transformés en des règles qui servent à faire taire la conscience publique et que l'on récite avec une "unanimité" absolue, en "modulant" les opinions les plus diverses selon les besoins politiques de l'Etat. (...) . Le fascisme, le nazisme, le communisme d'Etat, le nationalisme, la démocratie, le socialisme, sont des termes différents, mais ils sont tous fondés sur la même chose (le principe d'autorité) et un objectif : l'Etat³...»*

¹ <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/fascisme> (Le passage en gras a été souligné par nos soins.)

² *Freedom* est une revue qui paraît deux fois par an, et est liée à une librairie et une maison d'édition Freedom Press (<https://freedomnews.org.uk/>). Pour plus de détails sur le Réseau antifasciste auquel appartient l'auteur, on consultera ce site <https://antifascistnetwork.org/> et son blog personnel <https://malatesta32.wordpress.com>

³ Manuel Azaretto, *Las Pendientes Resbaladizas. Los anarquistas en España, 1939* (Les pentes glissantes. Les anarchistes en Espagne) <http://www.fondation-besnard.org/spip.php?article538>

On retrouve la même position floue dans un texte d'Alfredo M. Bonnano⁴ de 1994, où cet «anarchiste insurrectionnaliste» italien commence par expliquer que les mots en «anti» servent à nous rassurer, à nous donner bonne conscience, à nous fournir des boucs émissaires faciles à identifier et à nous empêcher de nous livrer à une analyse plus profonde de la réalité. Admettons cette critique mais cet antidogmatisme a deux conséquences néfastes :

1) elle l'amène à ridiculiser les travaux des historiens (donc à favoriser l'inculture historique qui est déjà une caractéristique de l'idéologie dominante, y compris chez les prétendues «élites intellectuelles» ;
2) elle le conduit à nous proposer une explication psychologisante, presque postmoderne, en tout cas qui n'offre aucune perspective collective.

En effet, il prétend que : *«Pourtant inconnu de nous-mêmes, un fasciste se cache en nous. Et c'est au nom de ce potentiel fasciste que nous venons à justifier tous les autres», «parce qu'à l'intérieur de nous, se cachant dans un coin sombre de notre instinct animal, [le fascisme] accélère les battements de notre cœur».* Nous voilà bien avancés ! Selon lui, aujourd'hui : *«Pour le pouvoir, le fascisme brut comme celui qui a pu exister sous des dictatures à des périodes diverses de l'histoire n'est plus un projet politique praticable. De nouveaux instruments apparaissent aux côtés des nouvelles formes de gestion du pouvoir.»* Et il conclut que *«la lutte vitale n'est pas seulement contre les fascistes en chemises noires du passé et ceux du présent, mais aussi et fondamentalement contre le pouvoir et tous ses éléments d'appui qui nous oppriment, même lorsqu'il porte la figure laxiste et tolérante de la démocratie».*

Des antifas libertaires irlandais nous offrent eux aussi une définition trop générale : *«Le racisme et la xénophobie ne sont pas les principaux objectifs du fascisme mais ils font plutôt partie des moyens pour promouvoir l'ascendance de l'État-nation (...). Le fascisme (...) vise à écraser toute autonomie et toute liberté au nom de la création d'un État-nation solide ; il restreint la liberté d'expression, soutient des hiérarchies rigides et, surtout, s'oppose aux intérêts de tout membre de la classe ouvrière indépendamment de sa race ou de sa nationalité.»* (interview de militants de l'Antifa, 2008, http://www.indymedia.ie/article/88685?userlanguage=ga&save_prefs=true)

Ce qu'évoquent les trois anarchistes que nous venons de citer me semble beaucoup plus proche d'une définition de l'extrême droite, comme celle-ci : *«Famille idéologique de partis, mouvements et groupuscules hétérogènes mais qui ont en commun une critique radicale de la démocratie au nom d'une idéologie autoritaire, raciste et nationaliste tendant à exclure une partie des individus de la nation et/ou de la citoyenneté. Des courants très divers s'y expriment, parmi lesquels les partis "néofascistes", "néonazis" mais également certains mouvements religieux traditionnalistes, fondamentalistes ou au contraire paganistes, des partis populistes ou souverainistes, monarchistes, ou encore "nationalistes révolutionnaires"... Leurs discours, plus ou moins violents, expriment à des degrés divers et selon les cas la dénonciation de la "décadence" actuelle en parallèle avec la nostalgie d'un âge d'or, l'apologie des sociétés élitaires et de la force virile, la peur du métissage, la censure des mœurs, notamment sexuelles (homosexualité) et le rejet des intellectuels⁵»*

* Les trois courants de l'antifascisme selon M. Testa

Après avoir défini le fascisme, M. Testa distingue trois types d'antifascisme, mais, comme nous le verrons, ses définitions sont tout aussi insatisfaisantes. Selon lui, l'antifascisme peut être :

- «militant» (révolutionnaire, donc dans le cas de M. Testa : anarchiste),
- «d'Etat» (légaliste-réformiste),
- ou *liberal* (démocrate-bourgeois). Pour l'auteur, ce courant de l'antifascisme peut-être utile en raison de *«ses relations politiques, du dénigrement des activités fascistes qu'il peut obtenir dans les grands médias et de sa capacité à attirer du monde»* mais ses partisans *«tendent à invoquer la protection de la police – ce que les antifascistes militants ne peuvent accepter».*

Selon M. Testa, les antifascistes doivent se méfier des *liberals* (des républicains antifascistes, des progressistes) et de l'Etat, mais il cite de façon positive les *Arditi del Popolo* des années 1920 qui acceptaient dans leurs rangs et dans leur direction de tels individus. Plus tard, dans les années 70, l'auteur fait référence aussi aux combats communs des antifascistes britanniques avec les «républicains irlandais», c'est-à-dire les militants de l'IRA dont la lutte armée était exclusivement consacrée à la

⁴ «Che ne facciamo dell'antifascismo ?», *Anarchismo* n° 74, septembre 1994, traduit en français sur le site <https://article13.noblogs.org/post/2017/12/22/bonnano-que-faire-de-lantifascisme/>

⁵ <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/extremedroite>

construction d'un Etat bourgeois irlandais uni. La cohérence des principes politiques de M. Testa me semble donc très fragile.

On retrouve la même confusion politique dans une courte vidéo très vivante (6 minutes) réalisée par deux historiennes antifascistes françaises, «Les détricoteuses», qui a pour titre «Où est passé le front antifasciste ?⁶». Elles expriment une nostalgie étonnante pour un prétendu âge d'or de l'antifascisme, comme en témoigne leur interrogation finale «*A quand un antifascisme de masse qui retrouve l'internationalisme, l'antiracisme et l'anticapitalisme ?*» Croire que l'anticapitalisme (pour ne prendre que cette dimension) ait été au centre de l'antifascisme de masse des années 30 relève soit de l'ignorance soit de l'auto-intoxication.

Les antifascistes des années 30 ont toujours réalisé l'unité sur le dos des ouvriers soviétiques soumis à une répression féroce, sur le dos des paysans soviétiques affamés, sur le dos des nationalités non russes opprimées, sur le dos des millions de prisonniers des camps de travail soviétiques, sur le dos des milliers de victimes des procès de Moscou, etc.

L'antifascisme en France (et dans bien d'autres pays aussi d'ailleurs) reposait sur «*l'abstention réciproque d'attaques et de critiques (pacte d'unité d'action entre les Partis communiste et socialiste, 27 juillet 1934)*» ; la «*mise entre parenthèses des problèmes liés au communisme soviétique dans toutes les organisations se réclamant de l'idéologie unitaire de l'antifascisme jusqu'en 1938*», y compris la bien mal nommée Ligue des droits de l'homme qui tenta d'«*étouffer la voix de ceux qui mett[ai]ent en doute les thèses de l'accusation soviétique durant les procès de Moscou*» et dont la Commission d'enquête «*conclut à la culpabilité des accusés sur la base de leurs aveux*». Et il en était de même pour une bonne partie de la presse et des intellectuels de gauche. Nicole Racine conclut justement : «*L'échec historique de l'antifascisme comme "cause" tient justement en ce qu'il a exclu la dimension critique de l'antistalinisme de son impératif stratégique et tactique d'unité*»⁷.

«*Pour faire l'unité, il faut renoncer aux programmes particuliers et se contenter du plus petit commun dénominateur*»⁸. **L'antifascisme repose (presque toujours) sur un plus petit commun dénominateur⁹, c'est-à-dire:**

– **le soutien à l'Etat (existant ou à venir)**, «*base d'un nouveau consensus constitutionnel*»¹⁰ pour tous les partis de gauche et de droite. Il s'agit d'une **idéologie interclassiste** puisque «*l'antifascisme, comme et plus encore que le fascisme, passe à travers tous les courants politiques et toutes les couches sociales*»¹¹.

– **le soutien à la démocratie bourgeoise**, même si certains antifascistes tiennent un discours plus radical (en apparence), comme ce fut le cas pour les partis staliniens avant la Seconde Guerre mondiale qui présentaient «*le fascisme comme l'aboutissement inéluctable du capitalisme mourant*»¹² ;

Dans le contexte des années 30, l'antifascisme reposait sur **le soutien au régime stalinien**, à ses massacres et à ses procès truqués car ses partisans voulurent d'abord «*préserver la paix*» à tout prix en prônant «*la révision des traités et le désarmement*»¹³ jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie (le 15

⁶ <https://www.youtube.com/watch?v=XszSW3Yc9mY>

⁷ Nicole Racine, «Une cause. L'antifascisme des intellectuels dans les années trente», *Politix* n° 17, 1992, http://www.persee.fr/doc/polix_0295-2319_1992_num_5_17_1490.

⁸ Citation très éclairante de Carlo Rosselli (1899-1937). Ce dirigeant du mouvement italien de résistance Giustizia e Libertà n'était pas un antifasciste de salon : en effet, il combattit dans les rangs républicains en Espagne et fut assassiné en France avec son frère par les cagouleurs. Cf. Bruno Groppo, «La "propagande ouvrière" de Giustizia e Libertà et le débat politique au sein de l'antifascisme italien en 1931», http://www.persee.fr/doc/efr_0000-0000_1986_mon_94_1_3159. Rompant avec le «*légalitarisme de l'émigration démocratique*», ce mouvement préparait une «*insurrection armée*» et prônait «*l'action révolutionnaire*» en Italie. Cela «*impliquait naturellement le recours à la violence*» afin d'imposer «*le rétablissement de la démocratie politique*» (B. Groppo, *op. cit.*).

⁹ L'Organisation communiste libertaire a écrit en 2008 un texte très clair à ce sujet : <http://www.oclibertaire.lautre.net/spip.php?article616>.

¹⁰ Bruno Groppo, «Le débat autour du concept d'antifascisme dans l'Allemagne unifiée», *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 37/38, 1995, http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1995_num_37_1_402734

¹¹ Selon l'historien Enzo Collotti, cité dans B. Groppo, «Le débat...», *op. cit.*

¹² B. Groppo, «Le débat...», *op. cit.*

¹³ Nicole Racine, «Une cause...», *op. cit.*

mars 1939) puis «gagner la guerre» contre l'Allemagne et l'Italie, ce qui impliquait des **alliances militaires avec l'URSS, l'Angleterre et les Etats-Unis, donc abandonner toute critique de ces puissances, que les antifascistes présentèrent alors comme démocratiques et antifascistes.**

* Annie Kriegel, Enzo Traverso et les limites de l'antifascisme

L'historienne anticommuniste Annie Kriegel qualifiait l'antifascisme¹⁴ de trois façons :

– un concept à «*géométrie variable*» (qui déterminait des alliances elles aussi variables allant jusqu'au Parti radical et aux gaullistes) ;

– un concept «*fusionnel*» (puisqu'il mélangeait toutes sortes de régimes et de courants : d'Edouard Herriot au général de Gaulle en passant par l'OAS, l'Action française et les Croix de Feu) ;

– et «à éclipses» (comme lors du Pacte germano-soviétique).

Le fait qu'elle ait voulu ainsi discréditer totalement l'antifascisme après avoir été une stalinienne pur jus jusqu'en 1957 (elle fut même permanente du PCF pendant trois ans) ; qu'elle soit devenue une collaboratrice zélée du *Figaro* ; et qu'elle ait été soutenue dans cette campagne par François Furet et une pléiade d'anticomunistes **n'enlève rien à la justesse de cette critique** qui avait déjà été effectuée par d'autres dès les années 1920 et 1930, en partant d'une perspective révolutionnaire et d'un point de vue **de classe**.

Il suffit pour cela de se reporter aux critiques de Trotsky (partielles mais justes sur certains points) ou plus profondes de la Gauche communiste italienne ou de la Gauche communiste hollandaise avant la Seconde Guerre mondiale¹⁵. Mais cela suppose évidemment de se débarrasser de l'illusion délétère selon laquelle l'URSS et les partis staliniens auraient joué un rôle positif dans l'Histoire. On trouve une illustration frappante de cette incapacité critique dans les articles du *Monde diplomatique*¹⁶ – mensuel apprécié par la plupart des gauchistes et libertaires dont les analyses sont souvent un simple copié-collé de cette publication gaulliste de gauche.

On retrouve cette même position confuse, mêlée à d'autres considérations plus critiques et beaucoup plus justes¹⁷, dans les écrits d'Enzo Traverso¹⁸, intellectuel trotskisant. Soucieux de ne pas trop attaquer le mythe de «l'URSS, rempart contre la montée de la peste brune en Europe», Traverso adresse d'abord un coup de chapeau poli à quelques intellectuels qui furent à la fois antifascistes et

¹⁴ Cf. son article paru dans la revue *Commentaire* n° 50, 1990/2.

¹⁵ Sur cette question, on pourra lire, en français les articles de la revue *Bilan* (http://www.collectif-smolny.org/rubrique.php?id_rubrique=32) ; «**Le Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste (1921-1924)**» (<http://www.sinistra.net/lib/bas/progco/qinu/qinuimabif.html>) ; les textes de Paul Mattick en anglais (<https://www.marxists.org/archive/mattick-paul/index.htm>) ; l'article de Pannekoek «Fascisme et la démocratie» in *Les conseils ouvriers*, tome 2, les Cahiers Spartacus ; *Fascisme brun, fascisme rouge*, Otto Rühle, Cahiers Spartacus, 1975 ; Karl Korsch, *Marxisme et contre-révolution*, Seuil, 1975 et Pierre Lannet *Les internationalistes du troisième camp*, Acratie, 1995.

¹⁶ Pour illustrer cette cécité et ce philostalinisme persistant, il me suffira de citer ce passage d'un texte de l'historien Maurice Agulhon, ex membre du PCF devenu social-démocrate et admirateur du général de Gaulle : «*De cette conviction antifasciste de 1944, que faut-il retenir aujourd'hui ? Faire de Hitler le mal par excellence, le mal absolu, impliquait pour Churchill ou pour de Gaulle que Staline était un "moindre mal", donc un allié possible. Ce qu'il fut en effet, avec une efficacité qu'il serait injuste d'oublier. La liberté, nous la devons aussi à la résistance de Stalingrad. Staline a donc été dans le camp des vainqueurs, donc, officiellement, dans le camp du bien.*» («Faut-il réviser l'histoire de l'antifascisme ?», *Le Monde diplomatique*, juin 1994.)

¹⁷ Il est nettement plus conscient que bien des militants antifascistes du silence de la Résistance et des mouvements de gauche face au judéocide, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, (cf. «Les intellectuels et l'antifascisme. Pour une historisation critique», *Lignes* n° 34, 1998, <https://www.cairn.info/revue-lignes0-1998-2-page-119.htm>). Son récent compagnonnage avec le PIR l'a cependant amené à régresser considérablement sur ce point. Cf. la critique de ses nouvelles positions dans «L'UJFP pratique la politique de l'autruche face aux tenants de l'antisémitisme de gauche» (<http://mondialisme.org/spip.php?article2322>) et «Prendre conscience de la nature complexe de l'antisémitisme mondialisé actuel» (<http://mondialisme.org/spip.php?article2261>.)

¹⁸ Enzo Traverso, *op. cit.*

antistaliniens. Puis il nous explique benoîtement que l'«on ne pouvait pas combattre le fascisme en se passant ou en s'opposant à l'apport des communistes et de l'Union soviétique». Il qualifie ce régime totalitaire du doux mot de «despotisme» tout en citant «les procès, les exécutions sommaires, les déportations, les camps» et «la collectivisation forcée» ! Pour renforcer cette thèse réactionnaire, Traverso évoque l'«*espérance d'un message émancipateur et universel que semblait offrir le pays de la révolution de 1917*» (ce qui est certainement juste d'un point de vue descriptif mais dramatiquement insuffisant pour le qualifier). Comme tous les propagandistes de l'antifascisme, il reprend un poncif philostalinien en nous expliquant que «*les maquis... étaient formés de prolétaires*» (ce qu'il ne démontre pas), comme si, de toute façon, il n'y avait pas eu chez les anarchistes, les trotskistes et les militants des gauches communistes de nombreux prolétaires qui critiquaient les limites de l'antifascisme et se battirent les armes à la main. Traverso prétend que la lucidité des auteurs qu'il cite était «*favorisée par l'exil*» et «*supposait un recul, une distanciation critique qui n'étaient pas toujours donnés à ceux qui, en Europe, étaient engagés dans la lutte*». Cela n'empêche pas évidemment cet opportuniste de citer cette déclaration du républicain antifasciste Gaetano Salvemini : «*Je n'aurais pas le droit de protester contre la Gestapo et l'Ovra fasciste si j'essayais d'oublier qu'il existe une police politique soviétique. En Allemagne il y a des camps de concentration, en Italie il y a des îles transformées en lieux de détention, et dans la Russie soviétique il y a la Sibérie.*»

La confusion au sujet de l'antifascisme ne s'est toujours pas dissipée 83 ans après que ces lignes ont été écrites...

* Quels sont donc les objectifs des antifascistes au XXI^e siècle selon M. Testa ?

L'auteur les condense en trois points :

– «*utiliser la violence mais seulement quand c'est nécessaire*», car c'est une «*méthode déplaisante pour atteindre un but politique important*». Selon M. Testa, les antifascistes ne fétichisent pas la violence ; il s'agit pour eux avant tout d'une tactique défensive comme le montrent, d'après lui, les exemples de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Espagne de 1936 ;

– «*diffuser de l'information*», y compris sur Internet et les réseaux sociaux ;

- et «*défendre nos quartiers contre les actions des fascistes*» : en «*bloquant des routes ou des rues*» ; en «*organisant des piquets contre les réunions fascistes*» et en s'opposant à eux dans la rue.

Il prône ce qu'il appelle une «*approche non partisane*» tout en reconnaissant que «*les fronts populaires ont eu des résultats mitigés*» (!!!?) et que «*le plus souvent on ne peut faire confiance ni aux démocrates bourgeois ni à la loi*».

Les objectifs des antifascistes sont donc de lutter contre... les fascistes, ce qui ne nous éclaire guère sur la nature et la fonction politique de l'antifascisme !

* Les fascismes avant 1945

Dans la première partie de son livre, M. Testa dresse un portrait rapide des luttes antifascistes dans différents pays :

– en Italie : il fait l'éloge des *Arditi del Popolo*, comme plusieurs sites anarchistes qui font l'apologie de ce groupe en se fondant principalement sur leur détermination militaire et protestent contre la «trahison» des partis socialiste et communiste à l'époque ; puis, à propos de la Résistance italienne pendant la Seconde Guerre mondiale, M. Testa s'étonne (ou se plaint ?) que les Alliés n'aient pas voulu livrer des armes «*aux groupes anarchistes autonomes, alors qu'ils se battaient aux côtés d'autres militants au sein de groupes comme la Brigade Matteotti, dirigée par des socialistes, et la Brigade Garibaldi, dominée par les communistes*» ; en clair, l'auteur voudrait que des Etats bourgeois aient armé des anarchistes contre les fascistes !

– en Autriche, la *Republikaner Schutzbund* (Ligue républicaine de défense), dirigés par les sociaux-démocrates) ;

– en Allemagne, les *Centuries prolétariennes*, l'Action antifasciste, les *Jeunes Gardes antifascistes*, les *Combattants du Front rouge*, tous liés au KPD ; et la *Reichsbanner* liée au SPD mais ouverte à d'autres forces de gauche.

M. Testa n'évoque guère la France mais il aurait aussi pu mentionner : «*les groupes de défense antifasciste (GDA) et les Jeunes gardes antifascistes (JGA) (...) mis sur pied en janvier 1926 à partir de*

l'Association républicaine des anciens combattants et des Jeunesses communistes»¹⁹. Ces groupements dans un premier temps eurent une orientation plus ou moins «classiste» (ce que Gilles Vergnon appelle des «*mots d'ordre fermés, sectaires*» !) mais après 1934, ils défendront uniquement «*les avantages cumulés de la défense de la République, du peuple ouvrier, de la Nation et de la Paix*»²⁰, bref la politique bourgeoise des Fronts populaires, puis plus tard de la Résistance, du CNR, de l'«Union de la gauche» et enfin de la «gauche plurielle».

M. Testa évoque aussi l'histoire des mouvements fascistes en Pologne, en Roumanie, en Irlande et au Royaume uni, dont le mouvement d'Oswald Mosley, le British Union of Fascists, et les fameuses batailles de Stockton en 1933 et surtout de Cable Street en 1936.

L'ouvrage nous offre des informations utiles sur les mouvements fascistes mais ses analyses politiques sont peu approfondies. A chaque échec historique important, car l'antifascisme a surtout été marqué par des échecs sanglants avant 1945, M. Testa semble tirer uniquement trois leçons des événements :

- une unité plus large aurait été nécessaire ;
- il aurait fallu davantage et mieux se battre dans les rues ;
- les communistes et les socialistes auraient dû accepter l'unité d'action pour mener la lutte violente contre les nazis avant que ces derniers n'arrivent au pouvoir.

Visiblement, M. Testa ne s'est guère interrogé sur la différence entre l'antifascisme stalinien et l'antifascisme social-démocrate, entre les analyses de la Troisième et de la Deuxième Internationale.

«*Les communistes ont donné à l'antifascisme une connotation particulière, d'ailleurs variable selon les périodes et les circonstances, et l'ont rempli de contenus différents : l'anticapitalisme, l'hostilité à la social-démocratie (désignée pendant longtemps comme "social-fasciste"), la défense de la démocratie "bourgeoise", l'internationalisme, le patriotisme, etc.*»²¹. Mais ils furent «*dans les années 20, les premiers à reconnaître dans le fascisme un phénomène international et non seulement italien*» qui était «*l'expression de certains secteurs capitalistes*»²²

Selon les modèles léniniste puis stalinien, les communistes allemands avaient un projet de «dictature du prolétariat», traduire de capitalisme d'Etat dirigé par un parti unique – le leur. Même si les positions du KPD évoluèrent entre la fondation du NSDAP en 1920 et la victoire électorale de ce parti en 1933, sur le fond tous les partis en dehors du KPD étaient considérés comme fascistes, ou complices du fascisme (d'où la notion de «social-fascisme» que l'on retrouve encore aujourd'hui, en filigrane, chez de nombreux «antifa», y compris libertaires, à propos du Parti socialiste français par exemple, et qui fut abondamment employée par les maoïstes européens contre les partis «communistes»). Cette ligne fut non seulement appliquée en Allemagne mais aussi dans tous les pays, à commencer par l'Espagne où les anarchistes et le POUM furent des cibles pour les staliniens espagnols. Dans tous les mouvements de résistance qu'ils contrôlèrent durant la Seconde Guerre mondiale les staliniens n'hésitèrent jamais à assassiner des militants anarchistes ou trotskistes quand ils le purent.

L'antifascisme du SPD était, lui, d'une tout autre nature : d'abord parce qu'il respectait profondément les institutions de la République de Weimar et n'avait nullement l'intention d'interdire les autres partis de droite ou du centre. L'antifascisme des socialistes se limitait «*à la défense ou au rétablissement de la démocratie*»²³, dans le cadre d'un «*pluralisme politique*». Et il n'était pas question pour eux d'affronter militairement les nazis. C'était à la police et à la justice de faire ce travail.

La social-démocratie internationale, à laquelle appartenait le SPD, ne comprit pas grand-chose au fascisme italien, qu'elle considérait comme un «*phénomène limité à des pays relativement arriérés*»²⁴,

¹⁹ Gilles Vergnon, «Communisme et antifascisme» (2016),

https://www.academia.edu/22466037/Communisme_et_antifascisme_lapport_darchives_crois%C3%A9es

²⁰ *Idem.*

²¹ Bruno Groppo, «Le débat autour du concept d'antifascisme dans l'Allemagne unifiée», *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 37-38, 1995, http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_1995_num_37_1_402734.

²² Bruno Groppo, «La spécificité de l'antifascisme de Carlo Rosselli dans le contexte de l'antifascisme européen», *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 57, 2000, http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2000_num_57_1_404235

²³ B. Groppo, «La spécificité...», *op. cit.*

²⁴ B. Groppo «La spécificité...», *op. cit.*

donc qui allait épargner l'Allemagne. Elle se rendit compte trop tard que ce danger menaçait toute l'Europe et annonçait l'imminence d'une nouvelle guerre mondiale. Contrairement aux partis communistes dans les années 20 et 30, «*les partis socialistes n'étaient pas adaptés aux conditions nouvelles de lutte imposées par le fascisme, en particulier à l'illégalité et à la clandestinité*²⁵».

Il est donc assez vain de regretter que le KPD et le SPD ne se soient pas unis contre le nazisme. Ces deux formations politiques avaient des projets politiques antagonistes et totalement incompatibles. De plus, quand les socialistes et les communistes réalisèrent l'unité en France ou en Espagne contre le fascisme, ce fut sur la base d'un soutien inconditionnel à l'URSS et d'une absence totale de critique de la répression féroce menée par le régime stalinien. Absence totale de critique qui continua (à part pendant les deux ans du pacte germano-soviétique !) dans tous les mouvements de résistance au nazisme et au fascisme.

Regretter donc qu'une telle unité politique ne se soit pas réalisée en Allemagne, et ne pas évoquer dans quelles conditions catastrophiques cette unité antifasciste fut réalisée en France, en Espagne, et dans tous les mouvements de résistance durant la Seconde Guerre mondiale, relève de la mystification.

M. Testa cite les noms de nombreux militants courageux, de nombreux martyrs des combats antifascistes, et de groupes qui ont su résister plus ou moins longtemps, mais il évite systématiquement d'aborder la question des bases politiques de cet «antifascisme» aux tendances multiples : anarchiste, social-démocrate, communiste, stalinien, républicain bourgeois, catholique, protestant, libéral, pacifiste, etc. Il évite évidemment d'aborder la question de l'antifascisme de la CNT et de ses illusions sur sa capacité à maîtriser son alliance avec le PC espagnol et avec l'URSS²⁶.

* Le fascisme après 1945 au Royaume uni

La seconde partie du livre aborde l'histoire des mouvements fascistes et antifascistes au Royaume uni mais de façon tout aussi peu critique sur le plan politique – à part contre les trotskistes du SWP. M. Testa nous offre une longue liste d'affrontements de rue, de victoires et de défaites partielles des antifascistes britanniques, mais à aucun moment il ne nous explique vraiment pour quelles raisons économiques, sociales et historiques le fascisme existe et prospère. Il se moque des défauts personnels des dirigeants fascistes britanniques (absence de charisme et de vision stratégique, ego démesuré, mégalomanie), des rivalités entre les groupuscules d'extrême droite locaux, de leur confusion idéologique, de leur paranoïa et des «*personnalités dysfonctionnelles*» qu'ils attirent. Mais, en dehors de ces facteurs secondaires, on ne comprend pas vraiment pourquoi le fascisme n'a jamais réussi à prendre le pouvoir en Grande-Bretagne, alors que ce mouvement a triomphé dans d'autres pays.

Néanmoins, cette seconde partie comporte deux informations riches d'enseignements:

1) la capacité de l'extrême gauche (trotskiste principalement) à comprendre que les jeunes punks et les jeunes skins n'étaient pas tous des fascistes-nés, donc à tenter de les organiser ou au moins de les éloigner des groupes néonazis ou néofascistes ;

2) la volonté des travailleurs immigrés (grecs, turcs, asiatiques, antillais, africains) vivant dans les quartiers populaires de s'organiser contre les expéditions punitives ou les marches provocatrices des fascistes.

Il y a donc là une particularité britannique :

– à la fois du côté fasciste (ces derniers ont tenté à différentes périodes de semer la terreur dans des quartiers majoritairement habités par des immigrés, que ceux-ci soient des prolétaires juifs d'Europe centrale, antillais, pakistanais, bengalis, africains, etc.),

– et du côté antifasciste (les jeunes immigrés de ces quartiers ne se sont pas laissés faire et se sont organisés).

Malheureusement, comme dans la première partie, M. Testa nous raconte surtout une longue série de faits d'armes (tabassage de fascistes, y compris de dirigeants ; embuscades diverses ; interventions musclées détruisant la tribune de meetings convoqués dans des salles ou à ciel ouvert ; affrontements avec les flics qui protègent les fascistes au nom de la «liberté d'expression»). L'organisation unitaire qui eut le plus de succès fut sans doute l'Anti Nazi League, créée en 1977 avec le soutien de toutes sortes de personnalités et dissoute en 1981.

Quels étaient ses objectifs ?

²⁵ B. Groppo «La spécificité...», *op. cit.*

²⁶ Cf. le rapport d'Helmut Rüdiger de 1937, in *L'anarchisme d'Etat. La Commune de Barcelone*, Editions Ni patrie ni frontières, 2015.

- empêcher les groupes fascistes de distribuer des tracts et des journaux dans la rue,
- organiser des piquets devant les magasins qui vendaient des vêtements ou objets évoquant le Troisième Reich ;
- faire campagne contre les pubs qui abritaient des réunions d’extrême droite,
- organiser des descentes musclées dans les librairies et les sièges des organisations fascistes,
- montrer à l’opinion publique que l’on ne peut pas compter sur la police puisque non seulement les flics protègent les fascistes mais que les policiers répriment durement les antifascistes : plusieurs antifascistes seront tués par des flics lors de manifestations (l’image du gentil *bobby* désarmé anglais en prend un coup...) ; bien d’autres militants connaîtront la prison pour des périodes assez longues – jusqu’à trois et quatre ans),
- inciter les travailleurs immigrés à se défendre contre les descentes des fascistes dans leurs quartiers mais aussi contre les défilés provocateurs qu’ils y organisaient,
- inciter les jeunes prolétaires révoltés, notamment les skinheads et les punks, à politiser leur révolte grâce à l’organisation de concerts (Rock against Racism, par exemple) mais aussi en promouvant des chanteurs et des groupes qui prenaient des position antifascistes (Sex Pistols, The Clash, etc.)
- organiser un «*front interculturel*» en rassemblant des individus qui habituellement ne se mobilisent pas ensemble et pas pour les mêmes causes : «*lycéens et enseignants, dirigeants religieux et syndicalistes, punks et rastas, poètes et politiciens*» afin que le discours antiraciste et antifasciste devienne le discours dominant en s’appuyant sur tous les instruments de propagande : affiches, badges, T-shirts, concerts, carnivals, manifestations de masse, etc.
- réaliser une unité la plus large possible des anarchistes aux nationalistes bourgeois de l’IRA, des trotskistes au Parti travailliste.

Et c’est sur ce point que les récits épiques de ce livre sont décevants. Car les bases politiques de l’antifascisme (l’union sans principes avec les démocrates bourgeois, les staliniens, les sociaux-démocrates, les Eglises, etc.) ne sont jamais vraiment analysées en profondeur. M. Testa critique les choix du Socialist Workers Party²⁷ au sein de l’Anti Nazi League, le fait que, à partir d’un certain moment, le SWP ait privilégié l’organisation de «carnivals» antiracistes, massivement suivis, par rapport à l’organisation de contre-manifestations musclées pour chasser les fascistes des rues. M. Testa critique ce tournant légaliste mais il ne relie pas ce légalisme à l’antifascisme unitaire que lui-même prône. Il indique que des militants du Service d’ordre du SWP furent exclus de ce parti et à l’origine (avec d’autres groupes dont des anarchistes) de Red Action qui joua un rôle important entre 1982 et 1994²⁸.

Mais c’est à peu près tout. En effet, comme M. Testa le reconnaît lui-même dans son chapitre sur l’Italie «*l’antifascisme est le plus efficace quand les différences idéologiques sont subordonnées à la lutte globale plus importante*»

L’ANL est dissoute en 1981 (même si le SWP tentera de la faire revivre plus tard mais sans succès). A partir de 1982, donc, d’autres groupes apparaissent : Red Action, Antifascist Action (AFA, créée en 1985), Independent Working Class Association, etc. et au bout d’un certain temps les mêmes divisions se produisent entre ceux qui préfèrent une tactique plus légaliste, notamment contrer les fascistes sur le terrain électoral dans les quartiers populaires, et ceux qui veulent continuer une «*approche physique*», c’est-à-dire chasser les fascistes des rues et empêcher leurs réunions de se tenir.

²⁷ Issu d’une scission au sein de la IV^e Internationale (trotskiste) à laquelle appartient aujourd’hui encore le NPA, ce groupe organisé, autour de la revue *International Socialism*, milita d’abord au sein du Parti travailliste dans les années 50 et 60 (rappelons qu’à l’époque les syndicats étaient tous membres du Labour). Il défendait des positions plutôt luxembourgistes et considérait tous les pays dits «socialistes» comme des «capitalismes d’Etat». Sous l’impulsion de son dirigeant, Tony Cliff, les *International Socialists* prirent une orientation «léniniste» au début des années 70, et se transformèrent en un parti, le SWP, au régime interne de moins en moins démocratique. Longtemps la plus importante organisation d’extrême gauche en Grande Bretagne, le SWP a connu un énorme turn-over (ce qui fait que l’on retrouve d’ex-militants de ce parti dans toutes sortes de milieux et de courants politiques), de nombreuses scissions internes, et pris une orientation de plus en plus tiers-mondiste et opportuniste. Il s’agit aujourd’hui d’un groupe gauchiste qui a perdu toute originalité.

²⁸ On trouvera une histoire du groupe sur le site de Red Action et beaucoup d’analyses intéressantes : <http://www.redactionarchive.org/p/history-of-present.html>

Du côté des fascistes aussi, le paysage se modifie. Le National Front (créé en 1967) scissionne en plusieurs groupes et son influence électorale et militante s'effondre. Le British National Party (créé en 1982) prend la relève et tente à la fois de reconquérir la rue et d'attirer les voix des électeurs ouvriers. Un nouveau cycle d'affrontements se met en place entre néofascistes, néonazis étroitement liés aux skinheads et aux hooligans (ils peuvent mobiliser un bon millier de jeunes prêts à cogner), d'un côté, et antifascistes, de l'autre. Et l'auteur d'évoquer différentes « batailles » de rues dont celle autour de la gare de Waterloo en 1992.

Les fascistes sont très actifs sur le terrain contre-culturel chez les skinheads, d'abord de façon clandestine puis en créant un business national puis international : Rock against Communism (qui restera groupusculaire), White Noise Club, et Blood and Honour, réseaux qui vendent des insignes, des CD, des T-shirts dans de nombreuses boutiques, et organisent des concerts dans des lieux tenus secrets jusqu'à la dernière minute, suscitant l'intervention des antifascistes contre les magasins qui vendent leur production et les pubs qui accueillent leurs concerts.

Les membres de l'AFA sont souvent impliqués dans des activités de soutien à l'IRA et au Sinn Fein (façade légale de l'IRA) ou au moins de protection de manifestations pour le départ des troupes britanniques d'Irlande du Nord, et ils trouvent face à eux non seulement des fascistes anglais mais aussi des « loyalistes » protestants, donc des individus d'extrême droite engagés dans des activités paramilitaires en Irlande du Nord.

Ils ont affaire à un groupe particulièrement violent (C18), qui offre ses services au BNP (British National Party) pour protéger les réunions de cette organisation mais est finalement infiltré par les services secrets, provoquant de nouvelles divisions dans l'extrême droite britannique et attirant l'attention du MI5 sur les loyalistes protestants, sans pour autant réussir à combattre efficacement l'AFA, du moins selon M. Testa.

La revue de l'AFA, *Fighting Talk*²⁹, aborde des questions comme la musique et le football, et est soutenue par des fanzines régionaux et des publications liées au football (par exemple au Manchester United). L'AFA se présente comme l'héritière des Britanniques ayant combattu dans les Brigades internationales. Elle réussit à organiser pendant plusieurs années des festivals de musique attirant jusqu'à 10 000 personnes, démontrant ainsi que son souci n'est pas seulement de « casser du faf », comme l'en accusent les autres tendances d'extrême gauche. Selon M. Testa, c'est cette stratégie de « No Platform » menée par les éléments antifascistes les plus militants (ceux de l'AFA d'après l'auteur) qui permet de chasser des rues le British National Party et le National Front³⁰.

Quoi qu'il en soit, le BNP change de stratégie au milieu des années 90, prend ses distances vis-à-vis des néonazis les plus caricaturaux et des skinheads et se recentre vers l'électorat ouvrier. Son premier conseiller municipal est élu en 1993. Abandonnant son antisémitisme (du moins sous ses formes les plus extrêmes) et ses théories d'un prétendu complot juif international, le BNP prend pour cibles les musulmans (particulièrement les Pakistanais et les Bengalis), accusés de « profiter » des aides sociales et de ne pas s'assimiler en Grande-Bretagne ; mais il s'attaque aussi aux demandeurs d'asile roms et yougoslaves. Sous la direction de Nick Griffin jusqu'en 2014, le BNP réussit à obtenir deux sièges de députés au Parlement européen et une cinquantaine de conseillers municipaux un peu partout en Angleterre.

Pour contrer le BNP dans les quartiers populaires, est formée l'Independent Working Class Association (IWCA) en 1995, qui souhaite présenter des candidats aux élections locales, ce qui rebute les militants anarchistes, surtout dans les régions d'Angleterre où subsistent encore des hooligans et des skinheads néonazis et violents, qui doivent être combattus physiquement et pas seulement sur le terrain électoral, selon M. Testa. L'IWCA prétend défendre « *la domination de la classe ouvrière dans les quartiers populaires* » ; ses militants effectuent du porte à porte et demandent aux habitants quels sont leurs problèmes, puis essayent de trouver des moyens de les résoudre collectivement. On trouvera plus de détails sur le site <http://www.iwca.info/> en sommeil depuis quelques années.

²⁹ La collection complète des numéros de cette revue, de 1991 à 2001, est disponible : <https://libcom.org/library/anti-fascist-action-magazine-fighting-talk> . Il existe un documentaire sur l'AFA : <http://libcom.org/blog/anti-fascist-action-%E2%80%93-fighting-talk-documentary-27022012>.

³⁰ Dans le documentaire précédemment cité, il est clairement expliqué que les antifascistes français n'ont pas su « tuer dans l'œuf » le Front national, ce qui lui a permis de passer à une étape supérieure et de devenir un parti « respectable » pour les classes moyennes et une fraction des ouvriers.

Une opération de police à l'échelle nationale en 2009 mobilise des centaines de policiers qui arrêtent des dizaines de militants et 23 d'entre eux sont inculpés. Cette tentative de criminaliser les activités antifascistes affaiblit considérablement le mouvement.

L'influence du BNP diminue considérablement dans les années suivantes : ses scores électoraux s'effondrent aux élections générales (passant de 563 000 voix en 2010 à 4 642 en 2017) ; européennes (de 943 000 voix en 2009 à 179 000 en 2014 et aucun élu) ; et locales (aucun élu actuellement). Son électorat est sans doute allé vers l'UKIP (United Kingdom Independence Party, créé en 1993) puisque, aux élections générales de 2015, l'UKIP a obtenu 3,8 million de voix (mais 593 000 en 2017) et 4,3 millions de voix aux européennes de 2014 (donc 24 députés au Parlement européen).

L'EDL (English Defense League) est fondée en 2009 et a réussi à attirer non seulement les militants des groupes néonazis ou néofascistes dans ses mobilisations, mais aussi à séduire un public plus large que les groupuscules d'extrême droite qui naissent et disparaissent régulièrement. Sa thématique «culturelle», antimusulmane et pro-Brexit, a pu séduire des «racistes ordinaires» et son militantisme sur Internet et sur les réseaux sociaux lui a permis de diffuser ses idées même si elle n'a engrangé jusqu'ici aucun succès électoral. Selon M. Testa, après la disparition de l'AFA et de l'ANL, et vu la faiblesse actuelle de groupes comme les Antifa ou No Platform, il ne reste plus, comme organisation ayant une audience nationale, que United Against Fascism (UAF) contrôlée par le SWP, parti trotskisant. Dans les deux derniers chapitres de son livre, Testa nous décrit une série de mobilisations et d'affrontements et locaux avec différents groupes d'extrême droite (BNP, EDL, UKIP), mais on finit par se lasser de ces récits «épiques» dont l'accumulation ne cache pas l'incapacité des antifascistes à contrer la croissance des idées xénophobes et racistes sur le terrain électoral et social.

Ce livre n'a pas vraiment de conclusion originale : sinon que le fascisme évolue constamment et qu'il faut sans cesse trouver de nouvelles formes d'action pour le combattre dans la rue et sur le plan idéologique ! Malheureusement, M. Testa ne nous présente aucune proposition nouvelle ou aucune piste pouvant y mener. Celles et ceux qui veulent suivre les analyses de l'auteur pourront se rendre sur son blog : <https://malatesta32.wordpress.com> .

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 10/3/2018

* **Articles de la même série**

Antifascismes (4) : *Ces Allemands qui ont affronté Hitler*, de Gilbert Badia
<http://nfnf.eu/spip.php?article551&lang=fr>

Antifascismes (3) : *Antifascisme radical ? Sur la nature industrielle du fascisme* de Sebastian Cortés
<http://nfnf.eu/spip.php?article550&lang=fr>

Antifascismes (2) : *L'antifascisme en France. De Mussolini à Le Pen* de Gilles Vergnon
<http://nfnf.eu/spip.php?article549&lang=fr>

Antifascismes (1) : *Tenir la rue. L'autodéfense socialiste (1929-1938)* de Matthias Bouchenet
<http://nfnf.eu/spip.php?article548&lang=fr>